



Mettre l'environnement en gouvernement : France, 1969-1977

Mardi 3 juin et mercredi 4 juin 2025

Salle 0.033 , Bâtiment Recherche Sud, Campus Condorcet, 5 Cr des Humanités, Aubervilliers

Organisation : Arthur Delacquis (SIRICE – Sorbonne Université), Christophe Bonneuil (CRH – CNRS-Ehess) et les participant.e.s de l'atelier de recherche à l'Ehess « Enquêter sur la mise en gouvernement de l'environnement – France, 1969-1977 »

Comité scientifique : Renaud Bécot (Science Po Grenoble – UGA), Gabrielle Bouleau (INRAE - LISIS), Florian Charvolin (CNRS – Centre Max Weber), Marion Fontaine (Science Po Paris), Stéphane Frioux (LARHRA - Université Lyon 2), Brigitte Gaïti (CESSP -Université Paris 1), Aïcha Ghmouch (Université Paris-Saclay), Sylvain Laurens (Centre Maurice Halbwachs - Ehess), Corinne Larrue (Lab'URBA – Upec), Alexis Vrignon (POLEN - Université d'Orléans), Laurent Warlouzet (SIRICE – Sorbonne Université).

Programme du colloque

Mardi 3 juin

9h Accueil, introduction par les organisateurs et les partenaires (AHPNE, RUCHE, SFHPo)

9h30 – 11h00 – Défis, consensus ou conflits : vers un gouvernement international de l'environnement

- Christophe Bonneuil (CNRS – CRH Ehess), *“Se montrer réservé”. Le gouvernement français face à l'affirmation de l'environnement global à la Conférence de Stockholm (1972)*
- Alexandre Lauverjat (CNRS – SIRICE), *Verdir l'Europe. Le rôle de la France dans l'élaboration de la politique environnementale communautaire (1971-1973)*
- Anatole Lombard (Ehess) et Sam Allier (Ehess), *Gouverner la croissance : la réponse française au Club de Rome*

Présidente et discutante : Sabine Pitteloud (UniDistance Suisse)

11h pause

11h20 - Contestations, alternatives et pratiques populaires face au gouvernement de l'environnement

- Lilou Buchet (Ehess) et Léandre Cottaz (Ehess), *L'institutionnalisation cynégétique : une bureaucratisation des pratiques autour de la protection de la nature (1970-1973)*
- Louison Martinelle (Ehess) et Jeanne Pillard (Ehess), *La gestion institutionnelle d'une mobilisation environnementale : Marckolsheim (Alsace), 1974-1975*
- Jules Calage (Ehess), Simon Grauby (Sciences Po Toulouse) et Céline Pessis (IFRIS/INRAE – Université Gustave Eiffel), *Prévenir la poussée de fièvre biologique Les institutions étatiques face aux débuts de l'agriculture biologique*

Présidente et discutante : Geneviève Pruvost (CNRS)

12h50 Déjeuner

14h30 - Les associations environnementales, organes détestés de la contestation, ou éléments intégrés d'un éco-pouvoir ?

- Alexis Vrignon (Université d'Orléans), *Les Amis de la Terre face à la mise en gouvernement de l'environnement Entre critique de la technocratie et « judo politique »*.
- Stéphane Frioux (Université Lyon 2 - LARHRA), *Les associations écologistes face à la mise en gouvernement de l'environnement : la FRAPNA 1971-1977*.
- Bryan Muller (Université de Lorraine - CRULH), « *L'écologie n'est pas une mode, c'est une science et une règle d'action* ». *Les droites face à la naissance de l'écologie politique dans les années 1970*

Président et discutant : Gilles Richard (Université Rennes 2/Arènes/ SFHPo)

16h pause

16h20 – 17h50 – Gouverner l'environnement : discours et pratiques, droit et instruments

- Lucas Brangé (Ehess) et Jean-Rafael Santos-Arbones (ENS - PSL), *La « morale de l'environnement » en action. L'« information-répression » des conducteur·ice·s comme individualisation et sanctions dans la politique environnementale, 1971-1977*.
- Aïcha Ghmouch (Université Paris-Saclay - IEDP), *L'environnement dans l'activisme présidentiel de V. Giscard d'Estaing*.
- Charlotte Halpern (Sciences Po - CEE), *Pourquoi la politique publique de l'environnement n'est-elle pas une politique publique comme les autres ? Les effets de longue durée des choix d'instrumentation opérés entre 1971 et 1977*.

Présidente et discutante : Florian Charvolin (CNRS – Centre Max Weber)

Soir : dîner (pour les intervenant.e.s)

Mercredi 4 juin

9h00 – Une environmentalisation des politiques urbaines et d'aménagement ?

- Thibaut Tellier (IEP Rennes - Arènes), *La promotion du cadre de vie urbain dans la mise en gouvernement de l'environnement*.
- Antoine Perron (IPRAUS - EAPB), *De l'IE aux CAUE : formation et sensibilisation à l'environnement en France entre 1969 et 1977*.
- Caterina Franco (CNT - UNIL), *Aménagement touristique des Alpes françaises et protection de l'environnement (1964-1977). Une étude exploratoire des croisements et déphasages des politiques étatiques, par les archives du SEATM*.

Présidente et discutante : Gwenaëlle Legoullon (Université Lyon 3)

10h30 pause

10h50 – Cadre de vie, cadre de lutte

- Fanny Gallot (UPEC), *La lutte contre le nucléaire : un aspect central de la lutte autour du cadre de vie dans le syndicalisme résidentiel et familial dans les années 1968*

- Camille Charlet (Ehess), Théo Lapière-Bourrély (SciencesPo Lyon) et Juliette Maréchal (Ehess), *La médiatisation des projets autoroutiers entre 1969 et 1977, entre impératif modernisateur, environnementalisme d'État et contestations*
- Xavier Dolmen (Ehess) et Orian Lempereur-Castelli (Ehess), “Yo ka pren nou pou bet ! ”. *Trajectoire et devenir d'une revendication anti-pesticides pendant les grèves des ouvriers agricole de 1974 en Martinique*

Président et discutant Renaud Bécot (Science Po Grenoble – UGA)

12h20 Déjeuner

14h – Industrie, patronat et environnement

- Arthur Delacquis (SIRICE - Sorbonne-Université), La politique française de l'environnement est-elle une politique industrielle ? (1969-1974)
- Léna Perrinet (ENS) et Pierre-Antoine Mazière (Ehess), Le CNPF et l'environnement dans les années 70 : entre intermédiation patronale et environnementalisme de marché

Président et discutant: Arnaud Orain (Ehess)

15h10 (sans pause) – Expertiser l'environnement pour le gouverner : experts, savoirs, chiffres

- Antoine Legrand (Ehess) et Blanche Couillen (Ehess), *Les experts du Haut comité de l'environnement face aux formes instituées de l'exercice du pouvoir : La tentative avortée d'une démocratie cognitive et participative (1970-1979).*
- Thomas Kekenboch (Ehess), *La formation de l'environnement. Statistiques et comptabilité environnementale en France dans les années 1970.*

Président et discutant : Olivier Dard (SIRICE - Sorbonne-Université)

16h30 pause

17h Table ronde finale ? Quelle histoire des enjeux écologiques et des politiques environnementales?

Animation par Benoit Vaillot, Docteur en histoire et Secrétaire du Comité d'Histoire de l'Environnement et du Développement Durable (CHEDD).

Intervenants :

Renaud Becot (Sciences Po Grenoble - UGA)

Gabrielle Boulleau (LISIS – INRAE)

Brigitte Gaïti (CESSP - Université Paris 1)

Laurent Warlouzet (SIRICE - Sorbonne-Université)

.

18h30 Fin

Présentation

En 1971, il y a plus d'un demi-siècle, était créé le ministère de l'environnement. Cette institutionnalisation concrétise la volonté du gouvernement français d'une « maîtrise plus grande de 'l'environnement' », selon l'expression de la lettre de mission du premier ministre du 24 octobre 1969. A la suite de cette lettre, un groupe de travail interministériel est mis en place et propose en 1970 le programme des « cent mesures pour l'environnement ». La création d'un ministère délégué à « la protection de la nature et de l'environnement » le 7 janvier 1971 marque l'aboutissement du processus par lequel le gouvernement se saisit de l'environnement.

Ce colloque se propose de revenir sur ce processus de *mise en gouvernement* de l'environnement, en croisant socio-histoire de l'État, des problèmes et politiques publiques avec l'histoire environnementale, et en se focalisant sur un moment court et constitutif : de 1969 à 1977. Comment « l'environnement » est-il alors institutionnalisé et construit comme catégorie et comme objet de gouvernement ? Pourquoi créer un ministère en charge d'un nouveau « secteur » de l'action publique ? Si le moment 1965-1975 voit l'affirmation de « l'environnement » comme catégorie d'appréhension du réel (F. Charvolin), sa « mise en gouvernement » a pu impliquer autant des recyclages ou ré-étiquetages de services et pratiques pré-existantes que des nouvelles créations au plan de l'administration et de l'action publique. Le processus d'appropriation et de définition de « l'environnement » a en outre été un champ agonistique entre divers acteurs, y compris au sein de l'État au moment de délimiter ou de défendre des champs de compétences comme de construire des causes publiques.

On cherchera premièrement à décrire le quotidien de cette nouvelle activité de gouvernement : en quoi consiste le travail au cabinet du ministère de l'environnement et dans la haute-administration de l'environnement dans ces premières années ? Comment se négocie la place d'un nouveau département dans l'interministériel et la haute administration ? Quels sont les pans de réalité et les champs d'activité sur le territoire français qui deviennent des domaines à gouverner ? Quelles tactiques et instruments sont mis en œuvre ? Comment s'organisent les rapports et les interfaces avec les citoyen.ne.s engagé.e.s dans les divers aspects de la défense de l'environnement, avec les scientifiques, avec le Parlement, avec les partis politiques, avec les élus locaux, avec les intérêts industriels ou les enjeux de puissance militaire ? Comment les enjeux environnementaux viennent-ils (avec des succès divers) rencontrer les trajectoires historiques, parfois longues et profondes, de l'État organisateur de l'essor industriel, infrastructurel et énergétique, de l'État orchestrateur de la mise en valeur des ressources (mines, forêts, cours d'eau, pêcheries, industrialisation de l'agriculture...), de la France (néo)coloniale ? Comment, enfin, l'action publique environnementale trouve-t-elle écho dans la vie politique et parlementaire, devenant un élément de recomposition des clivages politiques établis, autour des notions de croissance, de cadre de vie, de maîtrise de l'aménagement du territoire ?

On pourra aussi éclairer la mise en gouvernement de l'environnement dans la France pompidolienne et giscardienne à l'aune de son contexte international : comment la régulation des effets collatéraux du développement industriel devient-elle un objet de concernement, de coopération et de compétition industrielle et diplomatique internationale ? De quelles manières « l'environnement mondial » s'invite-t-il à l'agenda des arènes internationales (Année européenne de la protection de la nature en 1970, Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain à Stockholm en juin 1972, etc.) et comment le gouvernement français s'y positionne-t-il ? La mise en gouvernement de l'environnement et les mutations économiques concomitantes ouvertes dans les années 1970 (fin du système de Bretton Woods, financiarisation, désindustrialisation des États occidentaux) sont-elles corrélées, et le cas échéant de quelle manière ? Quels mouvements communs et quelles temporalités partagées peuvent se tisser entre histoire environnementale, histoire sociale et histoire économique ?

Plutôt que de considérer la naissance d'un nouveau secteur ministériel comme une évolution naturelle des sociétés industrielles devenant plus complexes, on pourra également appréhender la

mise en gouvernement de l'environnement comme répondant à des situations et activités critiques conduisant des acteurs des « sommets de l'État » (P. Birnbaum) à travailler à reprendre la main en vue de rester « propriétaires de problème public » (J. Gusfield). Le rapport des grands corps d'État (ingénieurs des mines, des ponts et chaussées, du génie rural des eaux et forêts) au domaine d'action publique nouveau que représente l'environnement doit être interrogé à l'aune de cette volonté des représentants de chaque institution de prendre la main sur ce champ de compétence qui devient champ de concurrence. La constitution progressive et agonistique d'un « éco-pouvoir » (P. Lascoumes) pourra ainsi être analysée dans la complexité des rapports de forces entre acteurs de différentes natures (corps d'ingénieur, associations, experts, administrations). Cette dimension réactive et stratégique pourra aussi éclairer la mise en gouvernement de l'environnement comme répondant à des alertes environnementales multiples, à des mises en critique de la croissance (cf. Rapport au Club de Rome, 1972) ou à des mobilisations qui se multiplient en cette fin des dites « Trente Glorieuses ». L'analyse de ces dimensions stratégiques et réactives pourra également être enrichie d'une dimension comparative ou d'une approche par les circulations internationales des dispositifs de mise en gouvernement de l'environnement, en s'intéressant aux développements de formes de concurrence, d'inspiration ou de coordination entre les politiques publiques de différents États (cf chronologie sommaire ci-après).

Seront également explorés les rapports sociaux au vivant, aux terrains de vie et aux subsistances en se départissant des catégories alors imposées par l'État et ses experts. On se souvient que Pierre Bourdieu avertissait en 1993 qu'« entreprendre de penser l'État, c'est s'exposer à reprendre à son compte une pensée d'État » et notait combien « les administrations publiques et leurs représentants sont grands producteurs de "problèmes sociaux" que la science sociale ne fait bien souvent que ratifier en les reprenant à son compte comme problèmes sociologiques ». Des travaux documentant des pratiques vernaculaires, subalternes, populaires à ce que les opérations de mise en gouvernement nommeront « environnement », et leurs résistances multiformes à ces opérations auront ainsi toute leur place dans ce colloque. Symétriquement, loin de voir « l'environnement » comme une catégorie et un système d'action univoquement et unilatéralement élaborés, stabilisés et imposés par l'État à la société, des communications pourront éclairer les tensions, divergences, concurrences, contingences ou échecs dans le processus d'institutionnalisation de l'environnement comme dans le niveau de réponse à donner aux défis environnementaux d'alors.

Les communications reposeront sur l'exploitation inédite de sources primaires et documenteront ce que mettre en gouvernement l'environnement signifie dans ce moment clé de création d'un ministère de l'environnement (qui prendra les années suivantes de multiples dénominations).

Chronologie - 1958-1968	
Situation ou activité critique (alertes, mobilisations, initiatives non-gouvernementales)	Initiatives de prise en charge institutionnelle, de mise en gouvernement
1958 - Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA). 1958 - avril. Sit-in devant l'usine d'extraction d'Uranium de Marcoule. 1958 – J. Tati, <i>Mon Oncle</i> 1959 - Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne, une des premières sociétés naturalistes à entrer dans l'action militante de défense de la nature. 1959 - 2 déc. Rupture du barrage de Malpasset. 423 morts. 1959 – Féd. Fr. contre l'armement atomique (Trocmé, Kastler, Monod, Rostand, Mauriac...) 1960 - Congrès national sur la pollution atmosphérique 1960 - Le commandant Cousteau mène campagne contre l'immersion de déchets radioactifs en Méditerranée. Train de déchets arrêté par des sit-in. 1962 - Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (APRI). 1962- octobre, 10 000 personnes à l'appel du mouvement de la Paix au centre de Pierrelatte contre l'enrichissement de l'uranium 1962 - Ferrat, « Restera-t-il un chant d'oiseau ? » 1963 – parution de la trad. fr. de Rachel Carson, <i>Printemps silencieux</i> (préf. R. Heim) 1963-1966 – Débuts de l'affaire des boues rouges de l'usine Péchiney de Gardanne. 1964 - Kubrick, <i>Dr Folamour</i> 1964 – Création de Nature et Progrès 1964 - Opération message à la mer (contre rejet d'hydrocarbures et marées noires) 1965 – G. Perec, <i>Les choses. Une histoire des années soixante</i> 1965 – J. Dorst, <i>Avant que Nature meure</i> 1965-1967 - Affiche poème de René Char, « La Provence Point Oméga » en soutien à la lutte contre les missiles nucléaires du plateau d'Albion 1966 - 4 janv., catastrophe de Feyzin (69), 18 morts 1967 - Rostand, <i>Inquiétudes d'un biologiste</i> 1967 - 18 mars, Marée noire du Torrey Canyon 1968 - « Évènements » de mai 1968 – Traduction française de H. Marcuse, <i>L'Homme unidimensionnel</i> [1964]	1959 - Commission de l'eau auprès du Commissariat au plan 1960 - loi sur les parcs nationaux 1960 - Comité d'action technique contre la pollution atmosphérique (CATPA) 1961- loi sur l'air 1961 – Création du Secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau qui coordonne les compétences du ministère de l'intérieur et du plan 1963 - Prix du Comité consultatif des établissements classés. 1963 – Création de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) 1963 – Lancement de la Mission Racine pour l'aménagement touristique du littoral languedocien 1963 - Statut de l'objection de conscience après un jeûne de Louis Lecoin en 1962 1964- loi « relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution » 1964 – Création de l'Association pour les espaces naturels (Aspen) avec le soutien d'Edgar Pisani, ministre de l'agriculture 1966 - Colloque de Lurs, ébauche de la création des Parcs Naturels Régionaux 1967 - Décret de création des Parcs naturels régionaux 1967 - 22 déc., Inauguration de la voie sur berge Rive droite 1968 – Avr., Service de protection contre les nuisances industrielles au du ministère de l'Industrie, rebaptisé en 1969 « Service de l'Environnement Industriel »

Chronologie - 1969-1977	
Situation ou activité critique (alertes, mobilisations, initiatives non-gouvernementales)	Initiatives de prise en charge institutionnelle, de mise en gouvernement
1967-1980 - En treize ans, les côtes bretonnes subissent six marées noires : Torrey Canyon (1967), Olympic Bravery (1976), Boehlen (1976), Amoco Cadiz (1978), Gino (1979) et Tanio (1980). 1969 - Contestation des pollutions des cimenteries du Mantois 1969 - R. Aron, <i>Les désillusions du progrès</i> 1969 - Venue à Paris de David Brower qui conduira à la création des Amis de la Terre France 1969 - Mobilisation pour le parc de la Vanoise (contre un projet d'aménagement touristique) 1969 - juin, pollution du Rhin par l'Endosulfan 1970 - Inondation autour de la mine de Salsigne, un mort 1971 - Émergence de la contestation indépendantiste des essais nucléaires en Polynésie française 1971 - Premières apparitions remarquées du phénomène des algues vertes en Bretagne 1971 - janvier : des femmes, surnommées « les guêpes de Fessenheim » mobilisent contre le projet de centrale nucléaire. En avril, la première marche sur Fessenheim regroupe 1 500 personnes 1971 - fév., 10 000 manifestants à Villefranche-sur-Saône contre un projet de raffinerie Total 1971 - début de la lutte du Larzac 1971 - juillet, 15.000p manifestent au Bugey contre le projet de centrale nucléaire 1972 - Rapport au Club de Rome, <i>Les limites de la croissance</i> 1973 - Projet de remembrement à Trébrivan, suscite une intense contestation qui durera 5 ans 1974 - jan- fév. Grève en Martinique des ouvrière.s des plantations, exigeant entre autres (point 4) le retrait des pesticides comme le chlordécone. La répression fait deux morts et nombreux blessés. L'accord final n'inclut pas ce point 4. 1974 - Début de la lutte de Plogoff et naissance du CRIN (Comité Régional d'Information Nucléaire) opposé à ces projets en Bretagne. 9-11 juin 1976 : Barrages à Plogoff pour interdire des sondages géologiques sur le site. 1974 - Campagne René Dumont aux présidentielles 1974 - 20 septembre occupation pendant plusieurs semaines à Marckolsheim (Alsace) du chantier d'une usine de plomb → autorisation refusée par le gouvernement en fév. 1975 1975 - Wyhl (Allemagne, face à l'Alsace) : occupation du chantier de la centrale nucléaire (18 fév.), violemment évacuée, puis réoccupé ((23 fév., 30.000 p). Permis de construire retiré par le tribunal administratif le 21 mars 1975 - 3 mai, attentat à la bombe contre le chantier de la centrale de Fessenheim 1975 - Collectif intersyndical sécurité à Jussieu sur le danger de l'amiante, lien avec les usines Ferodo (14) 1976 - la canicule de l'été, cause 6 000 décès surnuméraires (passés à l'époque inaperçus) 1976 - 10 juill. déversement d'acroléine dans le Rhône, venant de l'usine Péchiney Ugine Kuhlmann de Pierre-Bénite. Mort de centaines de tonnes de poissons. 1977 - Mars, nombreuses listes écologistes aux élections municipales (10 % à Paris, 20 % à Mulhouse) 1977 - 31 juillet: lors de la manifestation antinucléaire de Creys-Malville, Vital Michalon tué par une grenade offensive des forces de l'ordre 1977 - CFDT. <i>Les dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique</i> (Seuil) 1977 - <i>Amisol-Amiante. Plus jamais ça !</i> (Maspéro).	1969 - notes au Premier Ministre de J. Monod, S. Antoine, L. Armand sur la montée des enjeux environnementaux aux États-Unis 1969 - Mission pour l'Aménagement de l'Etang de Berre 1969 - oct., lettre du mission du groupe de travail des 100 mesures 1970 - 28 fév., discours de G. Pompidou à Chicago : « créer et répandre une morale de l'environnement » 1970 - Année européenne de la protection de la nature 1970 - Création de la Direction de la protection de la nature au Ministère de l'Agriculture 1970 - juin, Création du Haut Comité de l'environnement, organisme interministériel chargé de mettre en application le programme des Cent Mesures 1971 - 7 janv. Ministère délégué à la Protection de la Nature et de Environnement 1971 - Mai, le ministre Robert Poujade lance une campagne contre les carcasses de voitures laissées dans la nature 1971 - Lancement du programme Man and Biosphere de l'UNESCO (création de réserves de biosphère). 1971 - Création d'une Inspection générale de l'environnement, des délégués régionaux à l'environnement (DRE) représentent le ministre dans les régions 1972 - juin, premier sommet de la Terre à Stockholm (Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain) 1973 - Création de la Direction de la prévention des pollutions au sein du ministère de la protection de la nature et de l'environnement 1974 - mars, Robert Poujade quitte le gouvernement, Alain Peyrefitte devient ministre des affaires culturelles et de l'environnement, le secrétariat d'État à l'environnement est confié à Paul Dijoud 1974 - juin, Gouvernement Chirac, le secrétariat d'État à l'environnement est intégré dans un ministère de la Qualité de la vie, confié à André Jarrot 1975 - Le ministère signe un contrat avec le groupe Péchiney Ugine Kuhlman qui s'engage à des investissements de dépollution 1975 - 10 juillet : loi créant le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL). 1975 - 15 juillet : loi sur les déchets 1976 -15 mai : Création de l'Agence Nationale pour la Récupération des Déchets (ANRED) 1976- 10 juillet : loi relative à la protection de la nature et la participation du public 1976 - 19 juillet : loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. 1977 - Création d'un Ministère de la culture et de l'environnement, confié à Michel d'Ornano, ancien ministre de l'industrie 1978 - Michel d'Ornano devient ministre du Cadre de vie, fusion environnement - équipement 1978 - 29 décembre : loi chasse (plans de chasse). 1979 - Création des délégations régionales à l'Architecture et à l'Environnement (DRAE)

Bibliographie

- Badie, Bertrand et Birnbaum, Pierre, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979.
- Bécot, Renaud. *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingts*. Thèse de l'École des hautes Études en Sciences sociales, 2015.
- Bécot, Renaud, « Les valeurs de la santé: Des syndicalistes dans le gouvernement des risques industriels, 1966-1987 », *Sociétés contemporaines*, 121(1), 2021, 29-56.
- Bécot, Renaud, et Pessis, Céline, « Improbables mais fécondes: les rencontres entre scientifiques critiques et syndicalistes dans les 'années 1968' », *Mouvements*, 80(4), 2014, 51-66.
- Bécot, Renaud, et Parrinello, Giacomo, « Gouverner le désir de rivage. La fondation du Conservatoire du littoral, 1972-1978 », *Le mouvement social*, 271(2), 2020, 65-82.
- Boullet, Daniel. « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, no. 1, 2012, 155-168.
- Boullet, Daniel, *Entreprise et environnement, les chemins d'une prise de conscience*, Genève, Droz, 2006.
- Bourdieu, Pierre, « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 96-97, mars 1993, 49-62
- Bourdieu Pierre, *Sur l'État : Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, 2012.
- Cambourakis, Isabelle, « Un écoféminisme à la française ? Les liens entre mouvements féministe et écologiste dans les années 1970 en France », *Genre & Histoire* [En ligne], 22 | Automne 2018
- Charvolin, Florian. *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*. Paris, La Découverte, 2003.
- Charvolin Florian, « De l'interministériel au ministère de l'Environnement – Interview avec Serge Antoine », *Responsabilité et environnement*, n°46, avril 2007, 19-26.
- Coll. « [Des 40 ans du ministère de l'Environnement. Aux sources de la création du ministère de l'environnement des années 1950 à 1971](#) », n° Hors Série, *Pour mémoire. Revue du Comité d'histoire du Ministère*, Printemps 2013.
- Coll. « [Années 1970 : le moment des 100 mesures](#) », Hors Série n°34, *Pour mémoire. Revue du Comité d'histoire du Ministère*, Été 2022.
- Delacquis, Arthur, « Comment la France s'est dotée d'un ministère de l'environnement en 1971 », *The Conversation*, 11 juill. 2024, [voir ici](#).
- Deloye, Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2010.
- Dubois, Vincent (dir.), *Les structures sociales de l'action publique : Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs*. Ed. du Croquant, 2022.
- Edelman, Murray, « La construction et les usages des problèmes sociaux », *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Le Seuil, 1991
- Frioux, Stéphane, « Le tournant environnemental du début des années 1970 », in Frioux, Stéphane (dir.) *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XXe siècle*, Champ Vallon, 2020, 157-180.
- Fröhlig, Florence, « Fessenheim: A Nuclear Power Plant for Peace », *Culture Unbound*, 12(3), 2020, 569-589
- Gaïti, Brigitte, « Gouverner le Gouvernement: les trajectoires des politiques de coordination gouvernementale en France (1935-2019) », *Revue française d'administration publique* 3, 2019, 565-585.
- Halpern, Charlotte, « L'Union Européenne, vecteur d'innovation instrumentale ? Les logiques d'instrumentation de la politique française de l'environnement (1971-2006) », *Politique Européenne*, 33, 2011, 89-117
- Hecht, Gabrielle, *Uranium africain. Une histoire globale*, Paris, Seuil, 2016.

- Lacroix Valérie, Zaccaï Edwin, « Quarante ans de politique environnementale en France : évolutions, avancées, constante », *Revue française d'administration publique*, 2010/2, n° 134, 205-232.
- Lascoumes Pierre, *L'éco-pouvoir, environnements et politiques*, Paris, La découverte, 1994.
- Lascoumes Pierre, Le Gales, Patrick, *Sociologie de l'action publique. De l'action collective aux politiques publiques*, Paris, Armand Colin, 2006.
- Kalaora Bernard, Vlassopoulos Chloé, *Pour une sociologie de l'environnement*, Champ Vallon, Seyssel, 2013.
- Metzger, Birgit et Laurent Schmit, « Shades of Green: Ökologische Modernisierung im deutsch-französischen Vergleich (1970-1990) », in Martin Beman, Birgit Metzger, Roderich von Detten (ed.), *Ökologische Modernisierung. Zur Geschichte und Gegenwart eines Konzepts in Umweltpolitik und Sozialwissenschaften*, Francfort, Campus Verlag, 2014, 257-286
- Mahrane Y., Fenzi M., Pessis C. et Bonneuil C., 2012. « De la nature à la biosphère: la construction de l'environnement comme problème politique mondial, 1945-1972 », *Vingtième siècle - Revue d'histoire*, 2012/1, n° 113, 127-141
- Manigand, Christine et Sibre, Olivier (dir.), *Georges Pompidou, Robert Poujade et les défis de l'environnement - Le « ministère de l'impossible »*, Peter Lang, 2021.
- Meyer Jan-Henrik, et Poncharal Bruno. « L'eupéanisation de la politique environnementale dans les années 1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, no. 1, 2012, 117-126.
- Neveu, Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, 2^e ed., Paris, A. Colin, 2022.
- Noiriel, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*. La découverte, 2008.
- Ollitrault, Sylvie, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Pessis, Céline, Topçu, Sezin et Bonneuil, Christophe, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*. Paris, La Découverte, 2013.
- Pohl, Natalie, *Atomprotest am Oberrhein. Die Auseinandersetzung um den Bau von Atomkraftwerken*. Stuttgart, Frantz Steiner Verlag, 2019. [et en français : Pohl, Natalie. « Une histoire du temps présent nucléaire : Le mouvement anti-nucléaire franco-allemand dans la région du Rhin supérieur ». dans E. Droit et al. (dir.), *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent*, Presses universitaires du Septentrion, 2016, 27-36]
- Poujade, Robert, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- Rainhorn, Judith, et Coralie Dumontier, « Faire l'histoire d'un conflit manqué. Pollution environnementale et risques sanitaires autour de Metaleurop-Nord (1970-2003) », in Thomas Le Roux et Michel Letté (dir.), *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit (XVIIIe-XXIe siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 377-397.
- Scott, James C., *L'œil de l'État: moderniser, uniformiser, détruire*, Paris, La découverte, 2021.
- Theys Jacques, Barraqué Bernard, *Les politiques de l'environnement 1971-1995, évaluation de la première génération*, Paris, Éditions recherches, 1998.
- Tompkins, Andrew, *'Better active than radioactive!' Anti-nuclear protest in 1970s France and West Germany*, New York, Oxford University Press, 2016.
- Vrignon, Alexis, *La Naissance de l'écologie politique en France: une nébuleuse au cœur des années 68*. Presses universitaires de Rennes, 2022.
- Vrignon Alexis, *France grise, France verte. Une histoire environnementale depuis 1945*. Armand Colin, 2022.